

**FONDATION MARCEL HICTER
POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE ASBL**

LES DIVISIONS IMAGINAIRES OU RÉELLES DE L'EUROPE

une analyse de Milena Dragisevic-Cecic et Sanjin Dragojevic

**NOVEMBRE
2008**

LES DIVISIONS IMAGINAIRES OU RÉELLES DE L'EUROPE

par Milena Dragisevic-Cecic et Sanjin Dragojevic, collaborateurs de
la Fondation Hicter

Cette analyse cherche à explorer la manière dont les obstacles à l'intégration politique et culturelle à l'Europe sont accrus par des obstacles imaginaires qui se focalisent sur des débats réels existant dans différentes communautés de la périphérie de l'Europe, mais aussi par des données empiriques relatives au passage des frontières, aux éléments de communication culturelle comme aux politiques de « diplomatie culturelle » à l'intérieur de l'espace européen.

En partant du principe que l'Europe contemporaine est entourée de territoires et de communautés vers lesquels différentes stratégies de communication et d'intégration sont développées, nous étudierons la situation dans les enclaves politiques, économiques et culturelles situées tant en Europe du Sud-Est qu'à l'Est (Moldavie, Arménie, Géorgie) et aux marges septentrionales de l'Europe (Kaliningrad, Biélorussie).

Notre but est de déterminer les raisons pour lesquelles les communautés exclues n'ont toujours pas accepté le raisonnement des politiques culturelles basées sur le territoire et continuent à être obsédées par les politiques culturelles fondées sur l'ethnicité. Pourquoi le citoyen reste-t-il moins important que le compatriote quel que soit l'endroit où il vit, et pourquoi les territoires « nationaux » imaginaires (traditionnellement les territoires politiquement perdus) sont-ils davantage présents dans le discours culturel que le territoire sur lequel l'Etat contemporain s'est actuellement développé et envers qui est-il responsable ?

Notre critique et analyse n'a pas pour intention d'explorer seulement la manière de construire sa propre politique identitaire mais aussi de voir comment, à travers les politiques européennes d'inclusion/exclusion, les Etats sont poussés vers davantage d'isolement dans la mise en place de leur politique culturelle et de divisions internes.

En guise de conclusion, nous nous questionnerons sur les raisons pour lesquelles la diversité culturelle n'est pas encore invoquée dans ces pays qui sont devenus les nouveaux voisins de l'Europe depuis son élargissement, en dépit du fait que ce terme est l'un des outils clés des politiques cul-

turelles contemporaines et des pratiques de l'Union européenne.

L'EUROPE QUELQUE PART EN NOUS ET AUTOUR DE NOUS

Le 1er mai 2004, la marche de l'intégration européenne s'est accélérée en changeant les motifs traditionnels d'alliances. L'Union européenne a maintenant 25 Etats membres (dont 8 d'entre eux proviennent de l'ancien bloc soviétique) ; 4 autres pays sont sur la liste des pays candidats (Turquie, Roumanie, Bulgarie et Croatie) et quelques autres pourraient être inclus (l'Albanie, la Macédoine, la Serbie/Monténégro, la Bosnie-Herzégovine). Cependant, d'autres pays européens semblent ne pas avoir de place dans cette Europe nouvelle et plus intégrante (l'Ukraine, la Russie, la Biélorussie et la Moldavie). Ces divisions génèrent de nouvelles frontières avec l'Europe centrale et orientale et même jusque dans des régions d'Europe du Sud-Est.

La reconfiguration de l'Europe et son influence sur d'anciens territoires frontaliers peuvent être aisément observées dans l'ancienne Yougoslavie. D'un pays uni au départ, il s'est depuis divisé en trois zones différentes qui entretiennent des relations distinctes avec l'Union européenne : la Slovénie a rejoint l'UE, la Croatie est considérée comme un membre privilégié pendant que l'ancienne Yougoslavie (Serbie et Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine) semble être exclue de toute perspective de future accession à l'UE. Ainsi les Slovènes peuvent voyager facilement à travers l'Europe tandis que les Croates n'ont pas besoin de visas pour y entrer et bénéficieront de points d'entrée spécifiques à la fron-

tière slovène. Cependant d'autres groupes (comme les Macédoniens, les Bosniaques, les Serbes et les Monténégrins) ont besoin de visas pour lesquels ils doivent fournir de nombreuses garanties. Pratiquement, ce troisième groupe de citoyens de l'ancienne Yougoslavie ne peuvent bénéficier d'un accès libre à l'UE ou même de visas de tourisme individuels sûrs.

De tels changements politiques dramatiques ont naturellement influencé la culture. Les lois et les pratiques de coopération culturelle ont nécessité de nouveaux modèles et des rassemblements territoriaux. La liberté qui a suivi la chute de l'empire soviétique dans le bloc des pays sous domination depuis 1989, a signifié pour une grande partie de ces pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est la première confirmation ferme de leur identité européenne depuis la seconde Guerre mondiale.

De telles transformations ont conduit à des excès dans les politiques culturelles. Ceci inclut par exemple entre autres, l'élimination de l'alphabet cyrillique dans les espaces publics dans tous les pays baltes. De plus, des villes, rues et même des langues ont été renommées, contribuant à l'érosion progressive de l'identité culturelle des pays et des peuples. Le nationalisme ethnique qui insiste sur l'homogénéisation territoriale au sein de frontières imaginaires ou réelles a été réactivé en réponse à cette érosion.

Les autorités européennes ont essayé, bien qu'avec un succès limité, de promouvoir une approche macrorégionale plutôt que de cibler chaque pays individuellement, dans le but de faire face au développement du nationalisme ethnique. Au début des années 90, ces autorités ont identifié 4 régions spécifiques dans une optique culturelle : l'Europe centrale, les pays baltes, l'Europe du Sud-Est et l'Europe de l'Est. L'UE a offert aux régions différents types d'assistance, de coopération et d'aide à leur développement et à la modernisation. En termes de résultat, ces régions ont développé des rythmes et des « modèles » d'europanisation différents. De plus, la guerre en Europe du Sud-Est au début des années 90 et les nombreux conflits internes non résolus ont généré des politiques de traitement au cas par cas jusqu'aux accords de Dayton en 1996. Depuis 1996, cependant, la communauté internationale a opéré un changement dans la stratégie, en favorisant le développement d'une approche régionale en obligeant ces pays à s'orienter vers une coopération et une communication mutuelle (à travers un pacte de stabilité et autres initiatives). En dépit de ces politiques, des divisions subrégionales en Europe du Sud-Est se sont créées et de nouvelles « frontières » se sont établies (entre les Balkans de l'Est et ceux de l'Ouest).

Cette agitation et la création de nouvelles frontières territoriales ont généré de nouvelles enclaves culturelles plus isolées, ce qui n'a pas favorisé le libre flux d'idées et de biens. La région de Kaliningrad par exemple, en tant que nouvelle

« enclave » européenne, a dû développer de nouvelles pratiques avec de nouveaux partenaires pour surmonter cette double isolation (du continent russe comme de ses voisins européens). Kaliningrad constitue un excellent cas d'étude sur comment différentes « optiques » d'un même territoire peuvent ressortir dans les relations internationales. Les autorités polonaises proposent un seul type de coopération régionale; les autorités lituanienes voient la coopération avec Kaliningrad comme une seule question bilatérale entre deux Etats souverains, la Russie et la Lituanie. Les autorités allemandes perçoivent le patrimoine culturel allemand – encore fort dans la région – comme l'élément clé d'une future coopération ; et enfin, la Russie regarde la région de Kaliningrad comme une partie du territoire russe et accroît leur langage et leur culture communs (bien que la population de Kaliningrad soit composée de 8 groupes ethniques différents).

Ces enclaves diffèrent du reste de l'Europe où la mobilité, l'ouverture et les migrations ont créé un nouveau cosmopolitisme et une nouvelle diversité : celles-ci sont caractérisées par l'ethnocentrisme et l'intolérance et focalisent sur la concentration de leurs populations (ce compris les réfugiés et les groupes marginaux) autour de leur territoire principal. Les politiques européennes qui concernent ces enclaves (comme les embargos de la Serbie, la coopération restreinte avec la Biélorussie, les limitations de visas vers l'Ukraine et la Moldavie) ont contribué à établir une « politique d'exclusion », bien qu'une telle politique n'a jamais été officiellement articulée.

Les autorités européennes, en cherchant à promouvoir la stabilité de la région, ont fixé des frontières pour tous les Etats impliqués. Une telle stabilisation a facilité l'europanisation. Sans une délimitation de ces territoires, les frontières entre l'Allemagne et la Pologne, la Hongrie et la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie, l'Allemagne et la Tchéquie, enfin entre l'Italie et la Slovénie auraient été mises en péril. Ce n'était que seulement par une claire démarcation de ces frontières que les mythes et territoires nationaux imaginaires qui nourrissent le nationalisme ont été supprimés.

Les frontières et les cartes ont naturellement attiré l'attention des artistes et des chercheurs provenant d'Europe de l'Est et plus spécialement d'Europe du Sud-Est. L'exposition « The room with the maps » (Belgrade, 1995) et de nombreux autres projets artistiques ont été menés dans la région montrant l'obsession des artistes sur la recréation de frontières d'une nouvelle géographie du pays. Même jusqu'à la fin des années 90, de nombreux artistes continuent de développer ce type de projets, à l'instar de l'artiste Katarina Pejovic (une citoyenne serbe vivant en Slovénie cherchant à traverser, via une performance, la frontière entre la Slovénie et l'Autriche (Schengen) autant de fois possible en un jour) ou Maja Bajevic, une artiste bosniaque (qui déchiqueta la carte de

l'ancienne Yougoslavie en essayant de styliser les fragments de la carte en une robe « sur mesure », en dénigrant donc symboliquement l'existence d'anciennes et de nouvelles frontières sur ce territoire). Le projet « Women activist are crossing borders » organisé par Transeuropéennes (Paris), a impliqué des femmes des Balkans voyageant ensemble à travers les nouvelles frontières formelles (et habituellement très restrictives) mais aussi les « frontières » intérieures créées par le nettoyage ethnique et haineux, invisibles sur les cartes, mais très présentes dans la réalité de la vie quotidienne, dans la tentative de nier leur pertinence.

LA POLITIQUE CULTURELLE EN TANT QU'OUTIL DE DISTINCTION

Dans la majorité des pays européens, le soi-disant processus d'europanisation a commencé, tout au moins sur le plan de l'intention, pour influencer la rhétorique des politiques culturelles. Dans ces pays, ce processus a été caractérisé par l'établissement des « 3 pluralismes » : 1 – le pluralisme de la propriété qui devrait placer la propriété privée et publique sur un même pied d'égalité. 2 – Le pluralisme du marché à travers lequel les prix régulés par le marché des produits, capitaux et services seront déterminés. 3 – Le pluralisme politique (incarné par le système pluripartite démocratique) à travers lequel toutes les procédures démocratiques, le contrôle du pouvoir politique à l'intérieur de la société et l'influence des citoyens sur la sphère du pouvoir seront établis.

Les pays et régions où les processus d'europanisation n'ont pas encore été acceptés adhèrent encore à une nationalité imaginaire centrée sur l'ethnicité mais non liée à un territoire concret et des frontières réelles (par exemple les Russes se considèrent comme une nation universelle). En même temps, les constructions de l'identité nationale pourraient être basées sur des mythes et mythologies liés spécifiquement et même très intensivement aux territoires « perdus » comme le Kosovo pour les Serbes, certaines parties de la Macédoine pour les Bulgares, de la Turquie pour les Arméniens, de la Macédoine grecque pour les Macédoniens. Des mouvements similaires d'extrême droite ou populiste utilisent cet élément, même en Europe occidentale. Le résultat final est la négligence des faits historiques et des réalités contemporaines mais aussi une vie davantage reliée à une mémoire collective nébuleuse qu'aux circonstances d'aujourd'hui.

L'approche politique de la culture des pays déjà intégrés insiste sur le territoire et la citoyenneté (basée sur des faits et recherches en cours, sur la situation et besoins de diverses populations). C'est une approche inclusive parce que dans

tous les modèles culturels (social, générationnel, élitiste, populaire, traditionnel; etc.), les cultures minoritaires et majoritaires sont prises en compte pas uniquement à l'intérieur des instruments de politique culturelle mais aussi comme une manière de concevoir et de développer les pratiques culturelles. La devise pourrait être : « Célébrons la diversité culturelle sur notre territoire ! » et le point principal : « Comment les institutions culturelles associent-elles leurs territoires ? ».

En revanche, la méthode qui a prévalu dans les années 90 dans le monde de l'Est pour créer les politiques culturelles est celle qui s'est orientée vers la construction communautaire.

Elle insiste sur « l'ethnicité » comme l'élément clé de l'auto-identification qui essaye de concevoir et de conceptualiser la politique culturelle comme une communauté imaginaire (construite). Le mot « diaspora » est mis en avant comme aussi les « identificateurs nationaux » clés comme, dans la majorité des cas, le sont le langage, l'alphabet, la religion, les formes artistiques traditionnelles... Aussi il existe un manque mutuel de compréhension de ces deux concepts de politique culturelle et par conséquent, le dialogue entre les différents décideurs politiques s'établit avec de grandes difficultés voire pas du tout.

La politique culturelle, en traitant ces divisions européennes à la fois vieilles et récentes, doit trouver des concepts et des instruments de politique adéquats non seulement pour surmonter les effets négatifs et destructeurs de ce chevauchement territorial « hérité » (différentes communautés ont non seulement un sens d'appartenance mais aussi d'appropriation de la même terre), comme les plus profondes différences d'approche du sens de la culture.

Visiblement, les politiques culturelles de type territorial insistent sur la qualité de vie de ses habitants en donnant à tout le monde un droit d'accès à la culture comme aux « ressources créatives ». De l'autre côté, la politique culturelle orientée vers la construction communautaire est considérée comme « une mission de la culture » pour les politiques de développement identitaire, créant des priorités et des hiérarchies au sein des différentes pratiques culturelles de la population, en excluant les minorités mais en incluant tous les individus « d'une même origine ethnique » quel que soit l'endroit où ils vivent, et en incluant « la protection du patrimoine » dans les territoires extranationaux (notamment dans la rhétorique des programmes de politique culturelle).

L'exemple critique est la situation de la Bosnie-Herzégovine. Une centaine, si pas des milliers de petits projets interculturels favorisant la diversité culturelle, le dialogue mutuel et le respect auraient pu apparaître en Bosnie (comme résultat de la société civile et des initiatives de donateurs étrangers)

pendant que le pays n'a toujours pas une institution étatique unique ou des projets significatifs pour le territoire en entier incluant toutes les communautés.

DE L'AUTRE CÔTÉ DE « L'EUROMUR » VIRTUEL : QUI DEVRA ÊTRE EXCLU DE « L'EUROPE » ?

Pour commencer, une recherche conduite par la Fondation européenne de la culture au printemps 2003 a révélé que les artistes et les professionnels de la culture partagent un haut niveau de scepticisme envers le récent élargissement de l'UE. En Europe du Sud-Est, espace qui a été le bénéficiaire des plus gros investissements de la part d'organisations internationales, les professionnels ont exprimé leur peur de voir l'attention européenne dirigée vers les 10 Etats en accession.

Ces propos se centrent sur l'anonymat de la bureaucratie européenne qui impose, demande et souvent néglige les intérêts spécifiques et les besoins des communautés culturelles artistiques en Europe du Sud et de l'Est.

La bureaucratie qui développe des programmes selon leurs propres priorités du moment (soutien à la diversité culturelle, l'inclusion sociale, les liens entre la culture et le tourisme, le développement des industries culturelles...) ne rencontre pas souvent les priorités et les besoins spécifiques des pays voisins. En négligeant les intérêts des différents groupes sociaux, des domaines artistiques et même des priorités nationales/régionales et locales formulées par les politiques culturelles, ou exprimées par la société civile, les soi-disant nouvelles politiques de voisinage ont un potentiel très limité.

Les communautés culturelles et artistiques d'Europe de l'Est et du Sud-Est semblent être faibles pour influencer les programmes internationaux. Elles croient que la coopération culturelle multilatérale de l'UE implique simplement qu'elles doivent se soumettre aux pratiques et politiques des fondations et organisations internationales. Elles perçoivent ces fondations et organisations comme les traitant avec condescendance en leur imposant des programmes d'assistance et de reconstruction développés par des soi-disant experts.

D'autres différences d'attitudes entre les communautés culturelles d'Europe du Sud-Est et de l'Est et l'UE peuvent être observées dans les secteurs suivants :

1. Le marché des biens culturels contre l'intérêt public pour la culture ;
2. vivre dans la diversité contre vivre dans l'unicité ;
3. la société du spectacle (production d'image) contre le marché des produits média bon marché (échange d'images) ;

4. continuité sociale et culturelle contre des mutations sociales non prévisibles ;
5. sentiments de confiance en soi contre sentiments de dépendance ;
6. liberté et sens de la sécurité contre instabilité et sens de l'insécurité ;
7. ouverture de la mobilité internationale contre sentiments d'isolement territoriale ;
8. cosmopolitisme contre ethnocentrisme.

Ces différences variées peuvent s'expliquer par ce qui suit :

1. Dans les pays occidentaux, la culture fait souvent partie du marché. Les organisations culturelles demandent de générer leur propre revenu et d'accommoder les demandes externes. Cette tendance est évidente même dans le cas des institutions culturelles traditionnelles qui ont souvent été des parties intégrales du secteur public. De telles organisations ont besoin de maintenir leur audience pour générer des revenus.

En Europe de l'Est et du Sud-Est, l'intérêt public et la responsabilité pour l'art et la culture sont cruciaux. Cependant, l'ensemble du système culturel qui s'est presque effondré après la chute du socialisme reste fragile et demande un soutien et une protection spécifiques. En même temps, l'Etat perçoit les institutions culturelles comme une preuve de souveraineté nationale et une référence de l'identité nationale. Même dans les pays avec de maigres ressources financières, les gouvernements ont construit de nouvelles et énormes institutions culturelles « classiques » comme des salles de concert pour orchestre ou des opéras, croyant que de telles institutions sont les miroirs de l'indépendance politique.

2. Bien qu'un grand nombre de pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est soient hétérogènes, représentant des mosaïques culturelles, les gouvernements ont privilégié la culture dominante et ne perçoivent pas les cultures des groupes ethniques minoritaires comme une partie de la richesse culturelle du pays. Au lieu de ça, ils isolent les minorités comme des représentants de cultures folkloriques et ghettoisées aussi distincts du reste de la culture dominante.

3. A l'Ouest, afin de rencontrer les demandes du marché, les produits culturels doivent correspondre à des goûts contemporains, apporter des images désirables et les présenter sous forme spectaculaire. Dans ces sociétés du « spectacle », le focus se fait sur l'image et la production événementielle et le pays lui-même est valorisé pour ses marques et marchés de valeur, comme l'Italie qui est associée de près aux développements de la mode et du design. En Europe de l'Est du Sud-Est, le secteur audiovisuel qui n'est pas régulé a permis d'offrir des opportunités à des productions à faible budget en provenance des Etats-Unis, d'Amérique latine, d'Inde et des sources locales. Un grand nombre de radios et TV pirates ne produisent pas leurs propres programmes mais retransmettent des films piratés et de basse qualité, des clips

vidéo ou des « soap operas » bon marché – la plupart étant des telenovelas latino-américaines – accompagnés de publicités. Les films locaux et l'industrie musicale sont donc vendus moins chers et contournés et les professionnels de ces industries se retrouvent sans emploi. De l'autre côté, les programmes satellitaires, même lorsqu'ils incluent les chaînes de télévisions commerciales ont eu beaucoup d'impacts parce que l'audience n'a pas montré beaucoup d'intérêt (excepté par temps de crise politiques et de guerres).

4. Le monde occidental anticipe et accueille les changements culturels continus. Cependant, à l'Est, la résistance au changement fait désormais partie de la tradition dans le secteur culturel à cause de la situation politique imprédictible au XXe siècle. Un tel conservatisme peut, à l'occasion, mener à des résultats positifs. Par exemple, en Croatie, les guerres des années 90 ont conduit paradoxalement à préserver des traditions culturelles pendant que l'ordre économique et social s'est transformé. L'Occident, avec son acceptation des changements sociaux (Etat néolibéral, économie de marché, démocratie multipartite), peut adapter les importantes transformations dans le secteur culturel, pendant qu'à l'Est, confronté à des changements sociaux chaotiques, le secteur culturel essaie désespérément de maintenir une continuité. Les opérateurs culturels sont contraints à devenir des activistes sociaux pour jouer un rôle dans les politiques.

5. Le système culturel oriental est très dépendant des autorités publiques en matière de soutien et de management alors que le secteur culturel occidental développe une énorme confiance en soi.

6. L'autonomie managériale et programmatique en Occident offre la sécurité aux artistes et opérateurs culturels. Inversement, l'instabilité sociale et politique de l'Est exacerbe l'insécurité dans le secteur culturel qui a déjà été frappé méchamment par les changements politiques et les troubles.

7. L'Union européenne a été créée pour augmenter les opportunités en matière de mobilité internationale. Les Etats non membres situés à l'Est empêchent souvent cette mobilité et s'excluent donc des flux principaux d'échange et de coopérations culturelles. L'Est devient très isolé avec des systèmes de demandes de visas nouveaux et plus draconiens et qui favorisent la montée de l'ethnocentrisme.

8. Le nouveau cosmopolitisme de l'Europe unie caractérise l'Ouest notamment les urbains (bien que l'ethnocentrisme existe toujours parmi la population). De l'autre côté de « l'Euromur » virtuel, l'ethnocentrisme fleurit, enraciné dans les destinées individuelles et collectives liées aux changements d'élites politiques nationales. Les minorités restent dans les marges de la société, s'organisant d'elles-mêmes sur le terrain de l'identification ethnique. Les minorités comme

les dominants se perçoivent chacun comme des menaces pour l'autre. Même dans les zones pacifiées, ces tendances persistent.

CONSIDÉRATION POUR LE FUTUR

Les décideurs et organes de décision politique se retrouvent face à une Europe divisée – l'UE d'un côté et les Etats les moins intégrés d'Europe de l'Est et du Sud-Est de l'autre. Les pays situés derrière le nouveau « Euromur » ne bénéficient pas de nombreuses opportunités de développement en dehors de celles de l'UE. Les acteurs culturels de ces régions ont besoin de s'engager dans les mêmes discussions que celles mises en avant dans les initiatives et documents du Conseil de l'Europe. Simultanément, ils doivent s'engager dans l'économie de marché mondiale tout en préservant leurs propres produits culturels et médiatiques et en évitant les menaces posées par les produits de masse des industries culturelles globales.

L'UE ne devrait pas négliger le groupe des pays qui sont encore considérés comme des membres potentiels parce que ces instables « autres » peuvent devenir une menace politique et culturelle potentielle pour l'Europe elle-même. Les conflits dans les différentes régions du monde sont transférés immédiatement en Europe du fait d'un grand nombre d'immigrants en provenance de ces pays. La communication et la médiation interculturelles est une authentique responsabilité pour les pouvoirs publics et plus spécifiquement pour les organisations internationales.

L'accélération du rythme d'intégration européenne est le développement le plus important dans l'histoire européenne depuis la Seconde Guerre Mondiale. Les opportunités de rejoindre ce processus ont été bénéfiques pour les pays initialement impliqués autant que pour ceux qui viennent récemment d'arriver. En même temps, l'Europe ne devrait pas requérir de standards plus élevés pour les nouveaux arrivants que ceux qui sont attendus des pays actuellement intégrés.

Les changements les plus impressionnants sont apparus dans les années 90 quand les frontières précédentes ouvrent de nombreux ponts : des programmes et instruments de politique, des schémas de mobilité, des initiatives de partenariat multilatérales et de larges plateformes culturelles. La Nouvelle Europe ne devrait pas être créée sur la base de l'exclusion. Elle doit tenir compte de toutes ces diversités et dichotomies pour se préparer aux débats controversés et aux solutions même inhabituelles vis-à-vis de nombreuses questions posées par les pratiques et identités culturelles.

Ceci pourrait conduire à une réelle inclusion et célébration

d'une politique de la diversité culturelle dans ces enclaves, lesquelles sont pour l'instant isolées par leur propre politique culturelle orientée sur la construction communautaire, laquelle est basée sur les stéréotypes, la xénophobie et la mégalomanie nationale. Le point clé du futur de cette Nouvelle Europe devrait demeurer celui de la question de l'ouverture des ponts plutôt que de la construction de frontières.

